

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La terre est une composante essentielle de la civilisation, mais sa contribution à notre qualité de vie est perçue et appréciée de façons radicalement différentes et souvent incompatibles. Une minorité s'est enrichie par l'utilisation insoutenable et l'exploitation à grande échelle des ressources foncières, avec des conflits connexes s'intensifient dans de nombreux pays. Le monde a atteint un point où nous devons concilier ces différences et repenser la manière dont nous planifions, utilisons et gérons la terre.

Notre capacité à gérer les compromis à l'échelle du paysage décidera en fin de compte de l'avenir des ressources foncières – sol, eau et biodiversité – et déterminera la réussite ou l'échec en matière de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire et hydrique, ainsi que d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. En effet, la gestion intégrée des terres et des eaux est reconnue comme un accélérateur pour atteindre la plupart des objectifs de développement durable.

Bien que nous soyons à un moment critique, approchant rapidement et, dans certains cas, dépassant les limites planétaires, les preuves présentées dans cette première édition des Perspectives territoriales mondiales démontrent qu'une prise de décision éclairée et responsable, l'amélioration des politiques et des pratiques de gestion des terres, et des changements simples dans notre vie quotidienne peuvent contribuer, s'ils sont largement adoptés, à inverser les inquiétantes tendances actuelles de l'état de nos ressources foncières.

VISION D'ENSEMBLE

Les pressions exercées sur les ressources terrestres mondiales aujourd'hui sont plus fortes qu'à n'importe quelle autre époque de l'histoire humaine. Une

population qui croît rapidement, associée à la hausse des niveaux de consommation, impose des exigences de plus en plus grandes à notre capital naturel terrestre. Cela se traduit par une concurrence croissante entre les utilisations des terres et leur fourniture de biens et services.

Essentiellement, il existe une concurrence croissante entre la demande de biens et de services qui profitent aux gens, comme la nourriture, l'eau et l'énergie, et la nécessité de protéger d'autres services écosystémiques qui régulent et soutiennent toute la vie sur Terre.

La biodiversité terrestre sous-tend tous ces services et souscrit à la pleine jouissance d'un large éventail de droits de l'homme, tels que les droits à mener une vie saine, à consommer des aliments nutritifs, à accéder à de l'eau propre et à s'approprier une identité culturelle.

Une proportion significative d'écosystèmes gérés et naturels se dégradent et risquent davantage de subir le changement climatique et une perte de biodiversité.

De 1998 à 2013, environ 20 % de la superficie végétale de la Terre a montré une tendance persistante à la baisse de productivité, visible dans 20 % des terres cultivées, 16 % des terres forestières, 19 % des prairies et 27 % des pâturages. Ces tendances sont particulièrement alarmantes face à la demande accrue de cultures et de bétail à usage intensif de terrains.

La dégradation des terres contribue au changement climatique et augmente la vulnérabilité de millions de personnes, en particulier les pauvres, les femmes et les enfants.

Les pratiques de gestion actuelles dans le secteur foncier sont responsables d'environ 25 % des gaz à effet de serre dans le monde, tandis que la dégradation des terres est à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté. Plus de 1,3 milliard de personnes, principalement dans les pays en développement, sont piégées sur des terres agricoles dégradées, exposées au stress climatique et donc exclues d'un développement économique et structurel plus large.

La dégradation des terres déclenche également des rivalités pour les ressources limitées, ce qui peut engendrer des migrations et de l'insécurité tout en exacerbant les inégalités d'accès et de revenus.

L'érosion des sols, la désertification et la pénurie d'eau contribuent tous à des tensions et fractures sociales. À cet égard, la dégradation des sols peut être considérée comme un « amplificateur de menace », surtout lorsqu'elle réduit lentement la capacité des gens à utiliser

la terre pour la production alimentaire et le stockage de l'eau, ou compromet d'autres services essentiels de l'écosystème. Cela accroît aussi l'insécurité humaine et, dans certaines circonstances, peut déclencher ou augmenter le risque de conflit.

L'ampleur de la transformation rurale au cours des dernières décennies a été sans précédent en termes de vitesse et d'échelle. Des millions de personnes ont abandonné leurs terres ancestrales et ont migré vers les zones urbaines, appauvrissant souvent leur identité culturelle, abandonnant leur savoir-faire traditionnel et altérant les paysages de façon permanente.

UN CONSENSUS ÉMERGENT

Les températures plus élevées, les bouleversements dans les précipitations, l'érosion des sols, l'extinction d'espèces et l'augmentation de la pénurie d'eau modifieront vraisemblablement les aptitudes à la production alimentaire et à l'habitation humaine de vastes régions.

L'extinction massive de la flore et de la faune, y compris la perte d'espèces sauvages apparentées aux plantes cultivées et d'espèces clés qui préservent l'unité des écosystèmes, compromet davantage la résilience et la capacité d'adaptation, en particulier pour les pauvres des zones rurales qui dépendent le plus de la terre pour leurs besoins fondamentaux et leurs moyens de subsistance.

Notre système alimentaire s'est focalisé sur la production à court terme et les profits plutôt que sur la durabilité environnementale à long terme.

Le système agricole moderne a permis d'énormes augmentations de productivité, éradiquant le risque de famine dans de nombreuses régions du monde. Cependant, il est à noter qu'il repose sur des monocultures, des cultures génétiquement modifiées et l'utilisation intensive d'engrais et de pesticides qui nuisent à la durabilité à long terme. La production alimentaire représente 70 % de tous les prélèvements d'eau douce et 80 % de la déforestation, tandis que le sol, la base de la sécurité alimentaire mondiale, est contaminé, dégradé et érodé dans de nombreuses régions, entraînant des baisses à long terme de la productivité.

Les petits agriculteurs, épine dorsale des moyens de subsistance ruraux et de la production alimentaire pendant des millénaires, sont soumis à une énorme pression due à la dégradation des terres, à des dispositions précaires régissant l'utilisation des sols et à un système alimentaire mondialisé qui favorise l'agro-industrie concentrée, à grande échelle et hautement mécanisée. Ces agriculteurs ont souvent des options limitées pour rechercher d'autres moyens de subsistance.

L'élargissement du fossé entre la production et la consommation, ainsi que les niveaux de perte ou de gaspillage de nourriture qui en découlent, accélère encore le taux de changement d'affectation des terres et leur dégradation, ainsi que la déforestation.

L'expansion rapide des chaînes de valeur mondiales et du commerce des biens fonciers associés (et de leurs composantes « virtuelles ») a déplacé de nombreuses pressions sur les ressources naturelles des pays développés vers les pays en développement, où les effets directs de la dégradation des terres sont inégalement répartis, surtout en présence de spéculations excessives et/ou d'une gouvernance faible.

Afin de se prémunir contre l'insécurité alimentaire future et la volatilité des prix, les acquisitions de terres à grande échelle ou les « accaparements de terre » ont considérablement augmenté depuis 2000, couvrant plus de 42 millions d'hectares consacrés aux cultures vivrières, de bois et de biocarburants, principalement en Afrique. Environ 25 % de la superficie mondiale des terres cultivées (et l'eau et les intrants qui la nourrisse) produit maintenant des marchandises qui sont exportées vers des pays pauvres en terres mais riches en liquidités.

SCÉNARIOS DE CHANGEMENT

À l'exception de certaines régions en Europe, l'utilisation humaine de la terre avant le milieu des années 1700 était insignifiante par rapport aux changements actuels dans les écosystèmes terrestres. L'image d'un monde illimité et dominé par l'homme a été adoptée et renforcée par les progrès scientifiques. Les populations ont brusquement accédé à ce qui semblait être un stock illimité de capital naturel, où la terre était considérée comme un cadeau gratuit de la nature.

L'analyse de scénarios effectuée pour ces *Perspectives* examine une gamme de marchés à terme et de projets éventuels qui augmentent les tensions entre la nécessité d'accroître la production alimentaire et énergétique et la baisse continue de la biodiversité et des services écosystémiques. D'un point de vue régional, ces scénarios prédisent que l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord seront confrontées aux plus grands défis en raison d'un mélange de facteurs, notamment : forte croissance de la population, faible PIB par habitant, options limitées pour l'expansion agricole, augmentation du stress hydrique et pertes de biodiversité élevées. Le manque de moyens économiques et institutionnels pour faire face à ces facteurs augmentera les risques de conflits violents et de migrations de masse.

D'autres scénarios d'utilisation des terres à l'échelle mondiale suggèrent que les pratiques de gestion dans un contexte paysager, tenant compte des interdépendances, sont des facteurs explicatifs plus significatifs dans les résultats partagés de sécurité alimentaire et environnementale que les estimations de croissance démographique et économique. Ces modèles impliquent que les compromis perçus ne sont pas seulement une question de nombre de personnes, mais plutôt la conséquence prévisible de planifications, de politiques et de pratiques d'utilisation des terres étriquées et insoutenables.

La terre est en quantité limitée, mais les preuves présentées dans les *Perspectives* suggèrent que, avec des changements de comportement des consommateurs et des entreprises, ainsi que des politiques et des pratiques de gestion durables, nous disposons toujours de terres suffisantes pour répondre à la demande et à la nécessité d'un large éventail de biens et de services. Cependant, des choix difficiles et des compromis seront nécessaires.

La sécurité à long terme de l'alimentation et de l'eau nécessitera l'abandon d'une production très gourmande en ressources, de traitements et de transport très émetteurs de carbone, de régimes alimentaires exigeant beaucoup de terres (surtout la demande accrue pour les produits animaux et les aliments transformés) et des niveaux actuels élevés de déchets alimentaires, y compris les pertes après récolte.

Les voies de réponse efficaces doivent donc aborder la façon dont nous valorisons et gérons la qualité de la terre, en nous efforçant d'équilibrer sa productivité biologique et économique. C'est la somme de nos décisions individuelles – en tant que consommateurs, producteurs, entreprises et gouvernements – qui a créé une crise foncière mondiale. Comme notre réponse au changement climatique, une approche de type « business as usual » sera insuffisante pour relever l'ampleur de ce défi.

UN AVENIR PLUS SÉCURISÉ

Nous savons déjà très bien ce qu'il faut pour instaurer une planète résiliente pour les générations futures – pour exploiter les immenses possibilités de croissance durable offertes par la nature et assurer un avenir plus sécurisé. La question est : pouvons-nous initier un glissement de l'actuel « âge du pillage » vers un « âge du respect » où nous respecterions les limites biophysiques ?

Un nouvel âge du respect nécessiterait une transformation de la façon dont nous consommons, produisons, travaillons et vivons ensemble pour résoudre des pressions majeures concernant les ressources foncières et les problèmes environnementaux connexes. L'état des ressources foncières est étroitement lié à tous les aspects de la sécurité humaine, actuellement et à l'avenir.

Il est clair que les prochaines décennies seront les plus cruciales dans la mise en place et en œuvre d'un nouveau programme mondial transformateur pour la terre. Dans une grande partie des pays en développement, l'instauration de droits plus sûrs en termes de régime foncier, d'égalité des sexes et de justice sociale constituera une étape essentielle pour améliorer la gestion à long terme des ressources foncières.

Pour que ce nouvel ordre du jour s'implante et génère des impacts à l'échelle requise, les droits et bénéfiques doivent s'appuyer sur la responsabilité. La sécurité du régime foncier et les incitations et avantages appropriés sont nécessaires pour permettre aux producteurs d'adopter et d'intensifier des pratiques de gestion des terres plus responsables. En fin de compte, comment pouvons-nous ignorer l'obligation morale et éthique de protéger et de préserver la terre pour les générations futures ?

La première partie de ces Perspectives donne une vision d'ensemble, tandis que la **deuxième partie** a traité de certains des problèmes mondiaux les plus pressants qui ont une incidence sur l'usage, la demande et l'état des terres, et a abordé les réponses nécessaires pour atteindre l'objectif de neutralité de la dégradation des terres, et les objectifs connexes de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire et de l'eau, de biodiversité et de conservation des sols, d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, et des moyens de subsistance durables.

La troisième partie met en lumière six voies de réponse que les producteurs, consommateurs, gouvernements et entreprises peuvent suivre pour stabiliser et réduire la pression sur les ressources foncières, ainsi que des études de cas illustratifs et des outils clés pour réussir.

1. Approche de paysage multifonctionnel : privilégier et équilibrer les besoins des différents intervenants à l'échelle du paysage tout en intégrant la spécificité du site sur l'utilisation, la demande et l'état des terres, de sorte qu'une gamme complète de biens et de services soit produite. L'aménagement du territoire aide à identifier les utilisations des terres qui répondent le mieux aux exigences des personnes tout en préservant le sol, l'eau et la biodiversité pour les générations futures.

2. Restaurer la résilience : améliorer la capacité d'adaptation des communautés et des écosystèmes par un mélange de conservation, de gestion durable et de restauration des ressources foncières. Il existe de nombreux outils et pratiques pour protéger des terres naturelles et gérées performantes et en bonne santé, qui peuvent contribuer à atténuer et à s'adapter aux changements climatiques et à d'autres pressions sur les ressources naturelles.

3. Cultiver pour de multiples avantages : en optimisant la gamme de services écosystémiques les plus souhaitables à partir des activités de production alimentaire. Cela nécessite un changement fondamental des pratiques agricoles pour favoriser une plus large gamme d'avantages sociaux, environnementaux et économiques à partir de la gestion du capital naturel terrestre.

4. Gérer l'interface rurale-urbaine : encadrer une nouvelle approche de l'aménagement du territoire afin de minimiser les impacts de l'étalement urbain et du développement des infrastructures. Les villes conçues pour être durables dans un paysage élargi peuvent réduire les coûts environnementaux des transports, de l'alimentation, de l'eau et de l'énergie, et offrir de nouvelles opportunités pour l'efficacité des ressources.

5. Pas de perte nette : fournir des incitations pour une consommation et une production durables de ressources naturelles. La neutralité de la dégradation des sols ou la non-perte nette de terres saines et productives signifie davantage de services sur place et des impacts environnementaux ou sociaux moins négatifs hors site. Pour la consommation, cela signifie une réduction significative des niveaux actuels de pertes et de déchets alimentaires.

6. Créer un environnement favorable : fournir les conditions nécessaires pour étendre les succès locaux à des initiatives transformatrices à grande échelle. Cela comprend la promotion des conditions et des institutions sociales et économiques fondamentales, en particulier celles relatives à l'engagement des parties prenantes, au régime foncier, à l'égalité des sexes et à la disponibilité d'investissements et d'infrastructures durables.

Les nombreuses pratiques et approches progressives mises en lumière dans ces Perspectives servent de rappel à point nommé des voies de réponse éprouvées et rentables qui façonneront un avenir prospère et plus durable fondé sur les droits, les gratifications et le respect de nos précieuses ressources foncières.